Quand l’État français interdit le drapeau français aux Français !

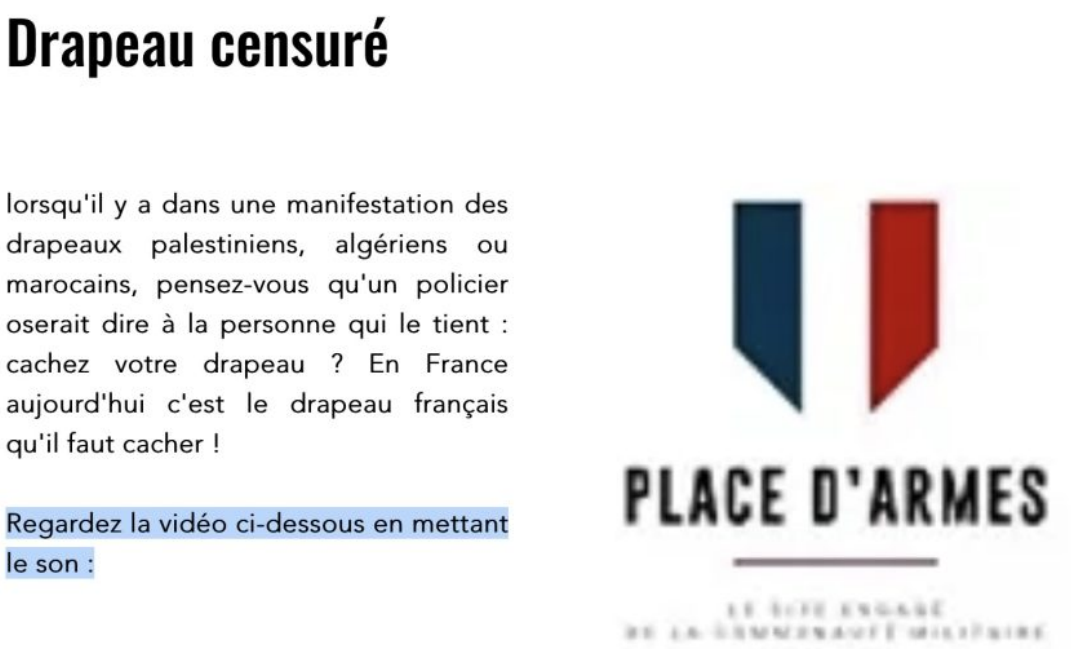
écrit par Jacques Martinez | 12 juin 2023

Puisque le 13 mai, sa manifestation avait été interdite, l'association Place d'Armes, présidée par Jean-Pierre Fabre-Bernadac et qui regroupe des militaires d'active et retraités, annonce que sa « **Marche de la Fierté Française 2023 aura lieu le 11 novembre ».**

Depuis le 13 mai, cette association ne décolère pas. Il faut reconnaître que sa Marche ne présentait aucun risque mais elle a été interdite comme une « banale » manif' de blackblocs ou de pro-palestiniens !

La police de Darmanin avait même reçu l'ordre d'y interdire -ce qui n'a fait l'objet d'aucune diffusion en boucle sur nos chaînes de télé- de tenir un drapeau… français !

lorsqu'il y a dans une manifestation des drapeaux palestiniens, algériens ou marocains, pensez-vous qu'un policier oserait dire à la personne qui le tient : cachez votre drapeau ? En France aujourd'hui c'est le drapeau français qu'il faut cacher !



https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2023/06/drapeau.mp4

https://www.place-armes.fr/post/drapeau-censuré

Place d'Armes annonce sa Marche du 11 novembre dans un appel de son secrétaire général Éric Vienne, appel dans lequel cette association met en cause directement le gouvernement qui « a sournoisement œuvré pour nous empêcher de marcher le 13 mai dernier à Paris. Il a gagné cette bataille contre la liberté d'expression mais n'a pas entamé notre détermination patriote et légaliste : il l'a décuplée ! »

D'où leur détermination : « *Nous marcherons donc le 11 novembre 2023 en un lieu que nous vous préciserons en temps utile (et dans le délai légal) puisque notre « manifestation » sera déclarée. » Car, pour eux, « une bataille perdue n'est pas une défaite, c'est un épisod*e… »

Et, pour rassurer les autorités qui semblent les craindre plus que les blackblocs : comme en 2022, « *nous défilerons dans le calme, la sérénité et la fierté d'être de ceux qui défendent notre beau pays contre les destructeurs d'histoire, de culture et d'avenir dont vous êtes complice.* »

Et rappelant ce qui caractérise un militaire au service de

la République à savoir « l'opiniâtreté, la fierté, l'esprit de cohésion dans la difficulté », **Place d'Armes n'hésite pas à reprocher l'absence de ces valeurs chez ceux qui nous gouvernent :** « *Tout ce que la majorité des membres du gouvernement, n'ayant même pas connu le service militaire, n'ont pas appris sur les bancs de Sciences Po ni de l'ENA.* »
Dans Valeurs Actuelles, le 6 avril dernier, Jean-Pierre Fabre-Bernadac, signait une déclaration co-signée par quinze personnalités (1) dont le prince Charles de Bourbon-Parme. Déclaration dans laquelle il rappelait : « Il y a deux ans, je terminais la lettre aux gouvernants, dite « Lettre des Généraux », par ces mots : « *Si rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société… et demain, la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant…* ». **Aujourd'hui, la situation de notre cher pays se résume en un mot : DESASTREUSE.** » Et il détaille : « *Nous avions le meilleur système de santé du monde, le meilleur modèle d'énergie, la meilleure école, une armée admirée à l'international, une industrie compétitive et une agriculture performante… Mais tout ce qui touchait à l'excellence n'est plus que décombres. Notre pays s'est transformé en une zone mondialisée qui s'appauvrit chaque jour davantage. Alors, la question se pose : comment a-t-on pu tomber aussi bas aussi vite ? Qui est responsable et pourquoi rien n'a été entrepris pour redresser ce pays et protéger sa population ? Seule réponse : l'État.* » Nos gouvernements « n'ont endigué ni l'insécurité, ni l'immigration incontrôlée, et ont aggravé la précarité des plus démunis. »
Selon lui, « MM Sarkozy, Hollande et surtout Macron sont les exemples de Présidents ayant déprécié la fonction politique suprême » : le NON à l'Europe bafoué en 2005, l'énergie nucléaire abandonné pour plaire aux écologistes entraînant nos graves problèmes actuels, la répression contre les gilets jaunes, la iréforme des retraites… « Il est temps de demander des comptes aux gouvernants qui depuis plus de trente ans, n'ont pas respecté leurs mandats. »
« *Notre pays, subordonné aux institutions européennes s'efface devant l'impérialisme américain et la puissance économique allemande*. »

Il en déduit qu’**en raison « de tous ces échecs, de ces trahisons et de ces mensonges, la France n’est plus considérée comme une grande Nation.** » Cela alors que « la France des clochers et des cités séculaires n’a pas dit son dernier mot ! (…) C’est pourquoi, nous, les Aînés, affirmons et écrivons ce que d’autres, dans leurs milieux respectifs (…) ne peuvent ou n’osent pas exprimer. » Et il accuse « l’Etat Macronien » à jeter « en pâture les forces de l’ordre » afin de « se repositionner en sauveur d’une situation de pourrissement dont il est l’instigateur. »
Et il conclut en s’adressant aux « gens de cette terre » sur laquelle « le sang de nos Pères n’a pas été versé pour le profit d’une caste oligarchique » : « Levons nous ! Renouons sans a priori avec l’Union Sacrée ! »
Puis-je donner un conseil aux responsables de Place d’Armes ? Pour que leur « manifestation » (entre guillemets comme, si justement, ils l’ont écrit dans leur déclaration) soit acceptée de façon certaine, ils n’ont qu’à sous-entendre que certains de leurs membres, très fans de pétanques, seront tout de noir habillés et porteurs, chacun, de plusieurs paires de boules, cela devrait rassurer les autorités préfectorales… D’autant que ces joueurs remplaceront, pour leurs drapeaux, le bleu par du vert, le blanc par du noir mais ils ne transigeront par sur le… rouge ! Même si les autorités n’acceptent qu’une seule couleur ! Non mais !
Liste des co-signataires :
• Le prince Charles de Bourbon-Parme
• Henri Bec, magistrat en retraite
• André Coustou, général (2S)
• Tony Cursio, figure historique des Gilets Jaunes
• Dominique Delawarde, général (2S)
•Mohamed Djaffour, adjudant (ER), ancien combattant et président de l’Association « Générations Harkis »
• Claude Dupont, commissaire divisionnaire honoraire de la Police nationale
• Charles Gave, chef d’entreprise
• Roland Hureaux, haut fonctionnaire
• Dominique de Lorgeril, contre-Amiral (2S)

• Dominique Matagrin, magistrat honoraire et ancien président de l’AMP (Association professionnelle des Magistrats)
• Daniel Péré, colonel (ER) et président des OPEX de France
• Emmanuel de Richoufftz, général de Division (2S)
• Olivier Tournafond, professeur des Universités
• Philippe de Veuille, avocat au barreau de Paris

JACQUES MARTINEZ
journaliste